

# **Effets des exportations agroalimentaires sur le revenu agricole**

Direction de l'analyse économique et stratégique  
Direction générale des politiques

Avril 2000

# **EFFETS DES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES SUR LE REVENU AGRICOLE**

Direction de l'analyse économique et stratégique  
Direction générale des politiques

Avril 2000

# **EFFETS DES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES SUR LE REVENU AGRICOLE**

*James Rude*

*Department of Agricultural Economics, Université de la Saskatchewan*

*Caroline Gunning Trant*

*Section des projets spéciaux, Division de l'analyse des politiques*

*Agriculture et agroalimentaire Canada*

Avril 2000

Tout point de vue exprimé qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de la production de l'information et de la promotion

Direction de l'analyse économique et stratégique

Direction générale des politiques

Agriculture et agroalimentaire Canada

Édifice 74, Ferme expérimentale centrale

Ottawa (Ontario)

K1A 0C6

Téléphone : (613) 759-1865

Télécopieur : (613) 759-7090

courier électronique : [ipp@em.agr.ca](mailto:ipp@em.agr.ca)

Les publications produites par la DAES sont disponibles en version électronique sur Internet à [www.agr.ca/policy/epad](http://www.agr.ca/policy/epad)

Publication N° 2027/F

ISBN N° 0-662-84502-1

Catalogue N° A22-202/2000F

Projet N° 99136wp

Also available in English:

*EFFECTS OF AGRI-FOOD EXPORTS ON FARM INCOME*

---

# Table des matières

<b>Preface</b> .....	<b>v</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>vii</b>
<b>Section 1 : Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Section 2 : Importance des exportations et sources de croissance</b> .....	<b>3</b>
Sources de la croissance du revenu .....	5
Sources de la croissance des exportations .....	6
<b>Section 3 : Techniques de modélisation et analyse</b> .....	<b>9</b>
<b>Section 4 : Résultats</b> .....	<b>11</b>
Partie A : Répercussions globales pour le secteur primaire.....	11
Scénario 1 .....	11
Scénario 2 .....	11
Scénario 3 .....	12
Scénario 4 .....	13
Partie B : Effets détaillés sur les products.....	14
Partie C : Répercussions sur le commerce .....	15
<b>Section 5 : Avantages du commerce</b> .....	<b>19</b>
<b>Section 6 : Conclusions</b> .....	<b>21</b>
<b>Références</b> .....	<b>23</b>

## Liste des figures

<b>Figure 1</b> : Valeur des exportations agroalimentaires canadiennes et revenu monétaire agricole net (1971-1998) .....	4
<b>Figure 2</b> : Composition de la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes (1988-1998).....	5
<b>Figure 3</b> : Productivité multifactoriel (1971-1995) .....	6

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Part des exportations que représente la production de certains produits agricole, Canada (moyenne de 1993 à 1997) .....	7
<b>Tableau 2</b> : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une réduction mondiale des tarifs douaniers .....	11
<b>Tableau 3</b> : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une dépréciation de 3 % du dollar canadien .....	12
<b>Tableau 4</b> : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une réduction de 50 \$US des subventions à l'exportation du blé par l'UE .....	13
<b>Tableau 5</b> : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une baisse de 2 % des tarifs douaniers mondiaux sur les produits agroalimentaires, une baisse de 1 % des subventions à la production et une réduction de 50 \$US des subventions à l'exportation de blé par l'UE .....	13
<b>Tableau 6</b> : Incidence sur la valeur ajoutée d'une augmentation de 1 \$ des exportations agroalimentaires dans les neuf sous-secteurs .....	15

---

# Préface

Le présent rapport fait partie d'une série de travaux de recherche sur le commerce qu'a entrepris Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) pour soutenir les discussions entourant les négociations multilatérales et bilatérales sur le commerce. L'objet de ces travaux est de créer un répertoire de recherche qui permettra aux intéressés de cerner plus facilement les enjeux, les problèmes et les possibilités relatifs à ces discussions. La recherche est axée en majeure partie sur des domaines pour lesquels il y a peu d'information, voire aucune, plutôt que sur ceux associés à une large base documentaire. On peut obtenir plus de renseignements sur cette série de travaux de recherche sur le commerce en consultant le site Web d'AAC à *www.agr.ca/policy/epad*, ou en s'adressant à Brian Paddock, directeur de la Direction de l'analyse du secteur et des politiques, Direction générale des politiques (courriel : *Paddobr@em.agr.ca*; téléphone : (613) 759-7439).

Au cours des dernières années, différents groupes du secteur agroalimentaire se sont fixés des objectifs d'exportations ou, encore, ont fixé des objectifs pour l'ensemble du secteur. Ces objectifs étant connus, il reste maintenant à savoir quelles en seront les incidences sur le revenu agricole. Le présent rapport présente les résultats d'une étude quantitative de la relation entre les exportations de produits agroalimentaires et le revenu agricole. Ces résultats ont aussi été présentés dans un document d'information préparé pour un communiqué publié en août dernier concernant la position initiale du Canada dans le cadre des négociations au titre de l'OMC ainsi que pour un article publié dans la livraison du deuxième trimestre de 1999 des Faits saillants du commerce de produits agroalimentaires.

---

## Sommaire

L'augmentation de la valeur des exportations agroalimentaires au cours des années 1990 a été largement attribuable aux produits à valeur ajoutée. Même si les exportations en vrac ont continué à croître à un rythme plus lent, les ventes de produits intérieurs aux transformateurs se sont accrues à cause de l'augmentation de la demande étrangère de produits à transformation complémentaire. Les avantages de ces ventes s'étendent autant en amont qu'en aval de la production agricole primaire. En effet, en augmentant les exportations agroalimentaire, c'est toute l'infrastructure économique qui entoure l'activité agricole, que ce soit à la ferme, au sein de la collectivité ou d'un bout à l'autre du pays, qui en profite.

La croissance des exportations compte plusieurs sources, comme l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers, la croissance de la productivité, la baisse des prix des produits canadiens par rapport à ceux du reste du monde ou une réaffectation des ressources entre les secteurs de l'économie. Chacune de ces sources responsables de la croissance des exportations influe différemment sur la production, les prix des intrants et l'utilisation des facteurs de production. À leur tour, ces changements produiront des résultats différents sur le plan du revenu monétaire agricole net. La présente étude illustre ce point par deux scénarios. Dans le premier scénario, l'accès aux produits importés est augmenté à l'échelle mondiale par la réduction des tarifs douaniers sur les produits agroalimentaires dans tous les pays. Dans le second scénario, la demande augmente pour les exportations canadiennes grâce à une baisse de la valeur de la devise canadienne. Les deux scénarios produisent une augmentation de 1 milliard de dollars d'exportations agroalimentaires. Les résultats révèlent que lorsque tous les autres facteurs demeurent constants, une augmentation de 1 milliard de dollars des exportations agroalimentaires profite aux agriculteurs, car le revenu monétaire agricole net augmente alors de 250 millions de dollars et de 310 millions de dollars, selon l'un et l'autre scénario respectivement<sup>1</sup>. Cet effet ne devrait pas servir de prédiction pour l'avenir, mais plutôt d'indicateur des rapports à long terme entre les deux séries de données.

Le fait que l'augmentation du revenu monétaire agricole net est inférieure à la totalité de la valeur accrue des exportations n'est pas surprenant, car le revenu monétaire agricole net comprend les coûts de production, mais pas la valeur des exportations. Celle-ci se définit approximativement et représente les recettes tirées des ventes à l'étranger. Le revenu monétaire agricole net est la différence entre les rentrées de fonds (y compris les paiements

---

1. L'analyse a été effectuée au moyen d'un modèle d'équilibre général calculable.

versés par les programmes) et les dépenses en espèces. Même si les producteurs primaires ne retirent pas tous les avantages, ils conservent néanmoins à long terme une partie des recettes qui reviennent à l'économie canadienne. Les autres avantages de l'augmentation des exportations sont transmis par effet indirect et induit à d'autres segments du secteur agroalimentaire, comme les intrants, la transformation et la fabrication, ainsi qu'à l'ensemble de l'économie canadienne. Toutefois, la répartition précise de ces avantages varie selon la source de croissance.

---

# Section 1 : Introduction

À la veille d'une autre ronde de négociations de l'Organisation mondiale du commerce sur l'Accord en agriculture, la libéralisation du commerce et ses avantages sont devenus un sujet d'intérêt croissant pour l'industrie et le gouvernement canadien. Cet intérêt dans les avantages du commerce a été renforcé par l'augmentation de la dépendance de l'agriculture du marché et le besoin croissant d'autres marchés pour vendre les produits du secteur. Un certain nombre de groupes sectoriels canadiens ont non seulement cherché à améliorer l'accès au marché international pour les produits canadiens, mais ont également lancé au secteur agroalimentaire le défi de se développer grâce au marché des exportations. Par exemple, le Conseil canadien de la commercialisation agroalimentaire (CCCA) a adopté l'objectif voulant que d'ici 2005, les exportations agroalimentaires canadiennes représentent 4 % des exportations agroalimentaires mondiales. Cet objectif a été approuvé par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Malgré l'intérêt généralisé dans les exportations, certains groupes s'inquiètent du fait qu'une part insuffisante des avantages du commerce revienne dans les poches des producteurs. En dépit d'un grand nombre de recherches sur les avantages de la libéralisation du commerce pour le secteur agroalimentaire canadien, rares sont les études qui ont mis l'accent sur les effets des exportations agroalimentaires sur le revenu monétaire agricole net<sup>2</sup>. Le présent document a pour objet de remédier à cette situation et d'examiner l'effet d'une augmentation des exportations agroalimentaires sur le revenu monétaire agricole net des producteurs.

Le premier objectif du document consiste à établir un rapport direct entre la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes et le revenu monétaire agricole net des agriculteurs canadiens, lorsque nous savons que ce dernier est la différence entre les rentrées de fonds (y compris les paiements versés par les programmes) et les dépenses agricoles en espèces. Le second objectif consiste à présenter le rapport plus général qui existe entre le commerce et le revenu agricole et les nombreux facteurs qui empêchent d'expliquer simplement pourquoi le revenu monétaire agricole net ne suit pas la valeur des exportations. La Section 2 fait état des sources de croissance des exportations et de l'importance des exportations sur la croissance du revenu. La Section 3 décrit les techniques de modélisation et une méthode d'analyse utilisée dans le présent document. La Section 4 présente les résultats et leurs répercussions. La Section 5 examine l'incidence d'une intensification du commerce sur le revenu monétaire agricole net de façon plus générale et la Section 6 tire des conclusions.

---

2. Une exception à cette déclaration vient de Adelman et Robinson 1986.

---

## Section 2 : Importance des exportations et sources de croissance

De 1971 à 1997, la valeur nominale des exportations agroalimentaires a bondi de 900 %. Au cours de cette même période, le revenu monétaire agricole net n'a grimpé que de 200 %. Ces deux rapports sont présentés dans la figure 1. Alors que la croissance des exportations agroalimentaires est impressionnante, il importe de mettre en perspective le rapport qui existe entre la valeur des exportations et le revenu monétaire agricole net. La valeur des exportations se définit de façon approximative et représente les recettes tirées des ventes à l'étranger de produits agricoles en vrac et d'aliments transformés. Le revenu monétaire agricole net est un concept net qui tient compte de la croissance des revenus et des coûts.<sup>3</sup>

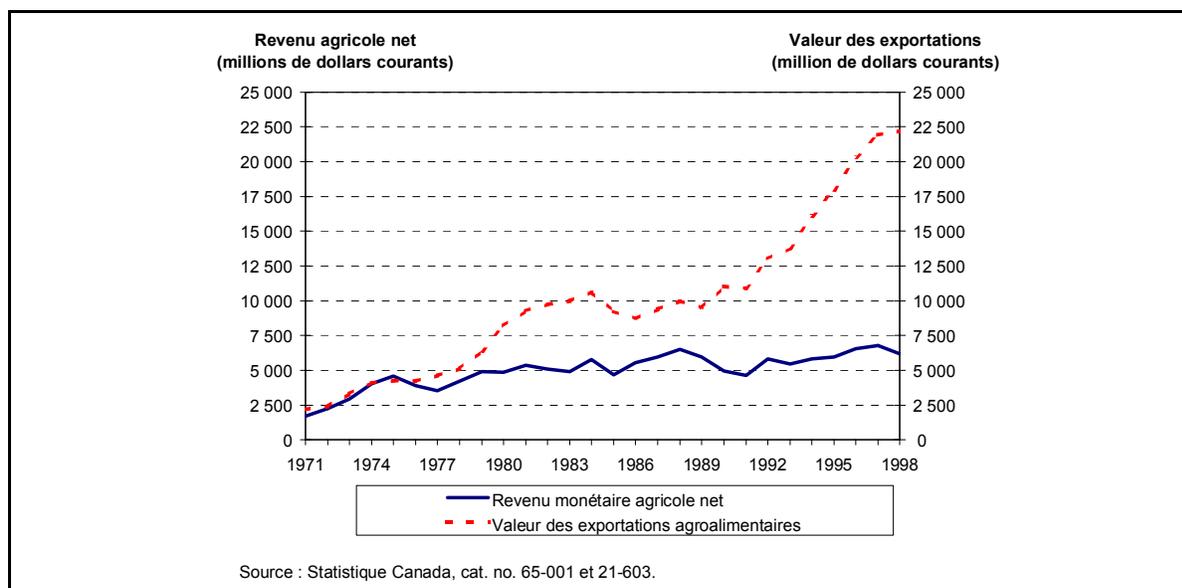
La plus forte augmentation de la valeur des exportations agroalimentaires a eu lieu depuis 1989 (figure 1). Depuis ce temps, la proportion des produits à valeur ajoutée par rapport aux exportations agroalimentaires totales est passée de 42 à 60 %. Même si, en général, le revenu monétaire agricole net a également suivi la tendance à la hausse depuis 1971, cette tendance n'a pas été de la même ampleur que celle des exportations agroalimentaires. On a également connu des intervalles de temps où les augmentations des exportations agroalimentaires n'étaient pas égalées par des augmentations du revenu monétaire agricole net, quoique cette situation soit principalement attribuable à l'intervention gouvernementale plutôt qu'aux forces du marché. Par exemple, le revenu monétaire agricole net a dégringolé de 1989 à 1991, malgré la croissance soutenue des recettes tirées de la vente des cultures et du bétail sur le marché et des exportations d'aliments transformés au cours de la même période. Cette baisse du revenu monétaire agricole net était attribuable à un effondrement de 44 % des paiements gouvernementaux directs, notamment à la fin du Programme spécial canadien pour les grains en 1988, à une réduction de 95 % des paiements du Programme canadien d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse<sup>4</sup> et à une réduction de 75 % des paiements du Programme de stabilisation du revenu des producteurs de grains d'Ouest, ces deux

---

3. Une autre mesure du revenu agricole qui tient compte des frais d'amortissement est le revenu net réalisé. Celui-ci est le revenu monétaire agricole net, plus le revenu en nature, moins l'amortissement. L'amortissement est la dépréciation du capital attribuable à l'usure. La figure 1 ne montre pas le revenu net réalisé, car il s'agit d'un chiffre absolu qui défalque l'inflation, contrairement à la croissance de la valeur des exportations. Les deux tendances de la figure 1 sont nominales. Toutefois, des renvois au revenu net réalisé seront inclus dans la présente étude puisque l'effet de l'amortissement sur le revenu net réalisé peut être important.

réductions survenues en 1989<sup>5</sup>. De même, après 1974-1975, lorsque les achats de grains par la Russie ont fait grimper les prix, le retour à des niveaux de prix plus stables a entraîné une baisse du revenu monétaire agricole net. Même le revenu net réalisé en a subi des contrecoups à mesure qu'augmentaient les frais d'amortissement. Cette baisse dans les deux types de revenu agricole a eu lieu malgré des recettes (tirées de la vente des grains) de 60 % plus élevées qu'en 1973.

**Figure 1 : Valeur des exportations agroalimentaires canadiennes et revenu monétaire agricole net (1971-1998)**



De 1993 à 1998, la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes a bondi de 50 % (figure 2). Ce changement peut être attribué à l'augmentation des volumes exportés (18 %), à la hausse des prix du marché mondial (27 %) et à la dépréciation dollar canadien par rapport à la plupart des devises étrangères. Après la période de rationalisation et de restructuration survenue aux alentours de la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les exportations et les importations d'aliments transformés ont connu une croissance rapide au Canada et aux États-Unis<sup>6</sup>. Comme le montre la figure 2, l'expansion du commerce des aliments transformés a accru la valeur totale des exportations agroalimentaires et abaissé la proportion des exportations de produits agricoles en vrac dans la composition des exportations agroalimentaires totales. Comme les aliments transformés représentent une part sans cesse croissante de la valeur des exportations agroalimentaires, on pourrait s'attendre à observer un rapport plus faible entre le revenu monétaire agricole net et la valeur des exportations agroalimentaires totales.

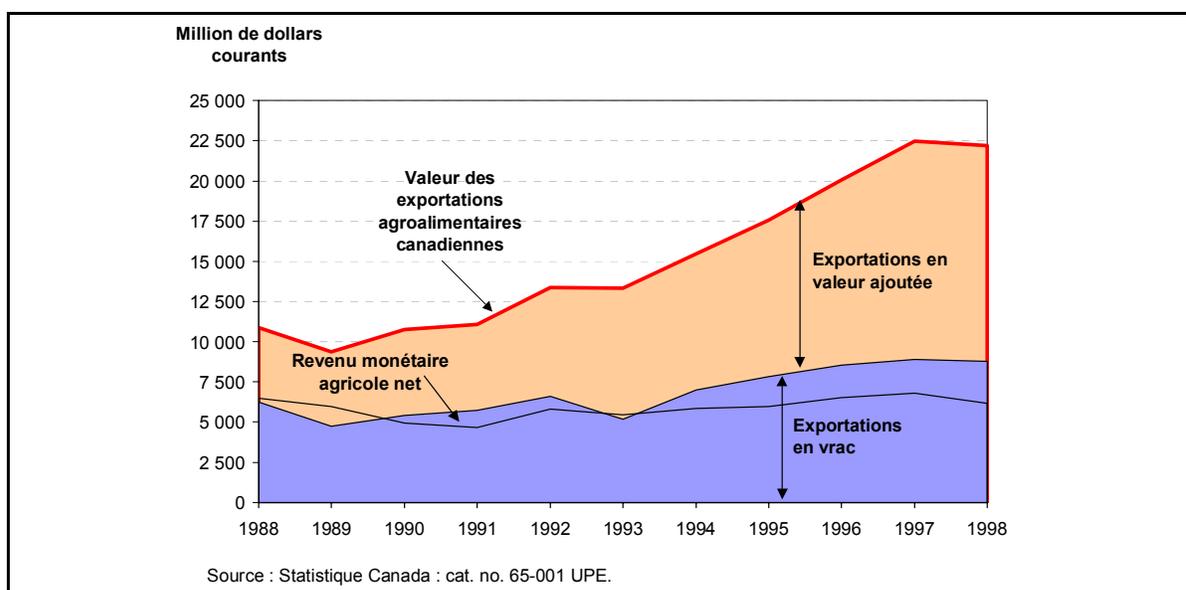
4. Même si le Programme a duré de 1989 à 1991, seul le paiement de 1989 a été important (736 millions de dollars).

5. Statistique Canada, « Statistiques économiques agricoles », cat. n° 21-603-UPE.

6. Voir Gehlhar et Vollrath 1997.

Au cours de la même période, on a assisté à des modifications dans la structure des fermes et la composition des entreprises, provoquées par des changements de programmes gouvernementaux, comme l'abrogation de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest et la cessation du Programme d'assurance-revenu brut. Le fléchissement des prix réels a également précipité la rationalisation des exploitations agricoles. Les producteurs sont devenus moins dépendants des grains et davantage des cultures spéciales et de l'élevage intensif. Comme la composition des types d'exploitations a évolué dans le temps, celle du revenu monétaire agricole net a fait de même. Par exemple, la baisse des paiements gouvernementaux directs a fait en sorte qu'ils ont représenté une proportion de plus en plus faible du revenu monétaire agricole net. Par conséquent, de nombreux producteurs sont devenus plus vulnérables aux forces du marché, particulièrement celles commandées par les marchés mondiaux.

**Figure 2 : Composition de la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes (1988-1998)**



Donc, même si la figure 1 ne peut servir à prédire les avantages des exportations agroalimentaires pour les agriculteurs, elle n'en révèle pas moins efficacement l'importance grandissante des marchés étrangers pour le secteur agroalimentaire, la variabilité du revenu monétaire agricole net et, par conséquent, la complexité de la détermination des rapports qui existent entre le revenu monétaire agricole net et les exportations.

## Sources de la croissance du revenu

Pour que le revenu agricole net en espèces progresse, les revenus doivent augmenter, les dépenses doivent diminuer, ou il faut une combinaison des deux. La croissance de la productivité contribuera à la réalisation de ces deux fins.

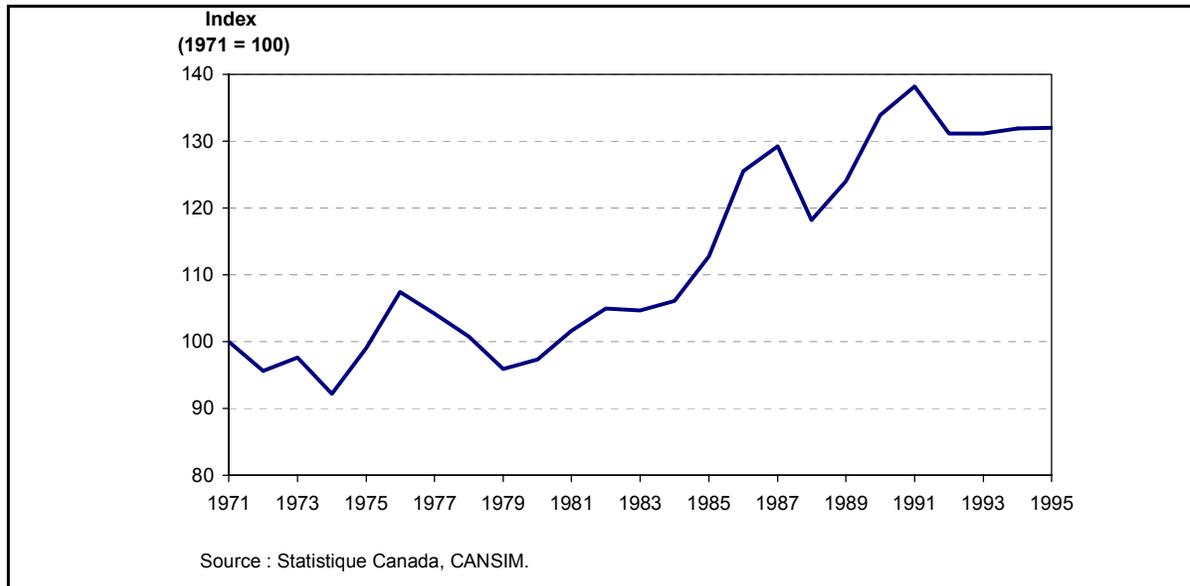
La figure 3 décrit la croissance de la productivité de l'agriculture primaire de 1971 à 1995. Au cours de cette période, la productivité multifactorielle a augmenté de près de 50 %. Par conséquent, pour la même quantité d'intrants, l'agriculteur est capable de produire une fois et demie son rendement normal. Cette croissance de la productivité soulève deux questions : Où le Canada pourrait-il vendre sa production agricole, si ce n'est sur les marchés internationaux et, si les producteurs canadiens étaient limités aux marchés intérieurs, de combien les prix devraient-ils baisser pour permettre aux producteurs de vendre la production excédentaire? À l'heure actuelle, le Canada est fortement tributaire des marchés d'exportation, comme le montre le tableau 1. Une croissance supplémentaire du secteur agricole exigerait l'exploitation de nouveaux marchés et ces marchés ne sont accessibles que par les exportations.

## Sources de la croissance des exportations

Il existe plusieurs sources possibles de croissance des exportations. Les exportations de produits canadiens peuvent augmenter pour des raisons de demande, comme l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers ou la croissance du revenu de source étrangère. Les exportations peuvent également augmenter pour des raisons d'offre, comme la croissance de la productivité ou la réaffectation des ressources entre les secteurs de l'économie. Chacune de ces sources de croissance des exportations aboutit à diverses modifications de la production, des prix des intrants et de l'utilisation des facteurs de production. À leur tour, ces modifications influent différemment sur le revenu agricole net. Par conséquent, il est impossible de déterminer le rapport *unique* qui existe entre la croissance des exportations agroalimentaires et celle du revenu monétaire agricole net.

De même, la répartition des avantages de l'augmentation des exportations agroalimentaires entre les divers secteurs de l'économie variera selon la source de cette croissance. Diverses sources de croissance des exportations agroalimentaires donneront lieu à divers rajustements de l'économie mondiale et profiteront davantage qu'au seul secteur agricole.

**Figure 3 : Productivité multisectorielle (1971–1995)**



Nota : La productivité multifactorielle (PMF) s'appuie sur une mesure approximative du rendement. Dans ce contexte, la PMF représente la différence du taux de croissance entre le rendement brut réel, moins la contribution de tous les intrants primaires et intermédiaires, en volume. La contribution est obtenu en pondérant la croissance de chaque intrant par sa part respective, en valeur. Nous supposons que la somme des parts est égale à 1.

**Tableau 1 : Part des exportations que représente la production de certains produits agricole, Canada (moyenne de 1993–1997)**

Produit agricoles	Pourcentage
Bovins de boucherie*	48%
Porcs*	35%
Blé	84%
Orge	26%
Canola	51%
Pommes	16%
Pommes de terre à chair blanche	30%

\*Ventes d'animaux vivants, plus la viande, exprimées en équivalents d'animaux vivants.

Source : Statistique Canada, CANSIM.

---

## Section 3 : Techniques de modélisation et analyse

Tous les secteurs de l'industrie agricole canadienne peuvent profiter de la croissance des exportations agroalimentaires. Il est possible de mesurer cet avantage de nombreuses façons différentes. L'une de ces méthodes, à valeur ajoutée, représente efficacement le rendement de tous les actifs détenus par les agriculteurs (c.-à-d., la terre, la main-d'oeuvre et les biens d'équipement). La valeur ajoutée est le rendement du capital investi par l'agriculteur après que tous les achats intermédiaires ont été acquittés. Comme telle, la valeur ajoutée peut être considérée comme du revenu monétaire agricole net pour tous les facteurs de production détenus par les agriculteurs.

La présente étude fera état de l'incidence de l'augmentation des exportations agroalimentaires sur la valeur ajoutée. Toutefois, le revenu net réalisé sera également déclaré, car c'est la définition la plus couramment utilisée du revenu agricole. Le revenu net réalisé est égal au revenu monétaire agricole net, plus le revenu en nature, moins l'amortissement. Ce dernier<sup>7</sup> est un coût sans décaissements, qui traduit une provision pour le remplacement éventuel des machines et des bâtiments usés. En 1995, l'année de référence de la présente étude, l'amortissement a représenté 31 % du revenu monétaire agricole net.

Un multiplicateur, ou le changement d'une variable dépendante pour tenir compte d'un changement donné dans une variable indépendante, constitue une méthode simple de description de l'incidence d'une modification de politique. La présente étude a pour but de décrire l'effet d'une augmentation des exportations sur le bien-être des agriculteurs, soit la valeur ajoutée. La variation de la valeur des exportations, dans le cas qui nous préoccupe, est la variable indépendante, alors que l'effet sur la valeur ajoutée est la variable dépendante. La valeur des exportations est modifiée par deux facteurs, soit une variation des tarifs mondiaux d'importation de produits agroalimentaires et une variation des taux de change réels. Ces changements ne sont pas censés résulter d'une nouvelle initiative ou politique gouvernementale. Ils constituent simplement un moyen de modifier le système d'équilibre général pour pouvoir mesurer leurs répercussions possibles sur la valeur ajoutée. En outre, aucune modification aux paiements provenant des programmes gouvernementaux, mis à part ceux qui existaient au cours de l'année de référence de 1995, ne sont pris en compte dans la présente analyse.

---

7. C'est une définition économique de l'amortissement, pas une définition comptable.

À vrai dire, le rapport qui existe entre la valeur ajoutée et les exportations agroalimentaires ne peut être décrit par un simple multiplicateur, car le rapport entre la valeur des exportations et la valeur ajoutée peut différer selon le changement de politique intervenu. Or, il est possible de calculer des multiplicateurs dans diverses situations pour avoir une idée du rapport qui existe entre la valeur des exportations et la valeur ajoutée. Ainsi, un multiplicateur qui représente un changement de valeur ajoutée équivalent à 1 milliard de dollars d'augmentation des exportations agroalimentaires sera déclaré pour plusieurs scénarios différents. La meilleure méthode pour obtenir ces multiplicateurs consiste en une approche systématique tenant compte de toutes les interactions qui agissent sur l'économie. L'approche choisie dans la présente étude est celle de l'équilibre général. L'avantage du modèle d'équilibre général veut que toutes les interactions qui agissent sur l'économie soient prises en compte, notamment tous les rajustements de prix et de quantités sur tous les marchés de produits et de facteurs de production.

Le modèle utilisé pour cette analyse est le Programme d'analyse des échanges mondiaux (PAÉM), un modèle d'équilibre général qui peut simuler les effets de contrecoups appliqués au secteur agroalimentaire (comme des variations de subventions à l'exportation ou de tarifs douaniers), sur les marchés des produits et des facteurs de production d'un système économique mondial<sup>8</sup>. Le PAÉM rend compte des échanges commerciaux bilatéraux entre chaque pays. Par conséquent, l'origine et la destination de tous les biens qui arrivent au Canada et en sortent sont pris en compte. Pour la présente analyse, les pays sont répartis en sept grands groupes, soit le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'UE, l'Asie et le reste du monde. Le secteur agroalimentaire est subdivisé en neuf sous-secteurs, soit le blé, les céréales, les oléagineux, les bovins, les porcs, les viandes transformées, les autres types d'agriculture primaire, les autres types d'agriculture transformée et un regroupement des autres secteurs (fabrication, ressources naturelles et services).

L'analyse comporte trois volets, soit l'incidence globale sur la valeur ajoutée d'une augmentation de 1 milliard de dollars d'exportations agroalimentaires dans le secteur agricole primaire (partie A); l'incidence sur la valeur ajoutée d'une augmentation de 1 milliard de dollars des exportations agroalimentaires provenant d'une réduction des tarifs douaniers sur les produits alimentaires dans les neuf sous-secteurs (partie B) et l'incidence de ces résultats (partie C). La partie A comprend quatre scénarios.

- Le premier présuppose une expansion mondiale de l'accès aux importations par une réduction de tous les tarifs douaniers sur les produits agroalimentaires dans tous les pays
- Le deuxième augmente la demande des exportations canadiennes par une baisse des prix des produits canadiens, provoquée par le taux de change, par rapport à ceux d'autres pays
- Le troisième abaisse de 50 \$US la subvention à l'exportation de blé par l'Union européenne (UE)
- Le quatrième est une combinaison d'une réduction des tarifs douaniers sur les produits agroalimentaires, de l'élimination de la subvention à l'exportation de blé par l'UE et d'une réduction du soutien interne.

Dans la partie B, l'incidence d'un meilleur accès au marché est isolée pour chacun des neuf sous-secteurs.

---

8. Voir Hertel et Tsigas 1997.

---

## Section 4 : Résultats

### Partie A : Répercussions globales pour le secteur primaire

#### Scénario 1 :

On estime que pour améliorer l'accès au marché à l'échelle mondiale, il faudrait une réduction de 4 % de tous les tarifs douaniers sur les produits agroalimentaires (produits primaires et transformés), et ce, dans tous les pays. Ce changement de politique est suffisant pour accroître de 1 milliard de dollars les exportations agroalimentaires canadiennes. L'incidence de cette politique a un effet négligeable sur les prix mondiaux des produits agricoles primaires canadiens, qui n'augmenteraient que de 0,2 à 0,4 %. Toutefois, la production agricole primaire augmenterait de 2 à 4 %. Le tableau 2 illustre l'effet de cette politique sur la valeur ajoutée. La valeur ajoutée pour les producteurs augmente de 250 millions de dollars et le revenu net réalisé progresse de 170 millions de dollars. Ces statistiques représentent la part des recettes tirées des exportations qui revient au secteur primaire. La part restante des recettes tirées des exportations est répartie dans le reste de l'économie.

**Tableau 2 : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une réduction mondiale des tarifs douaniers**

Secteur	Effet sur la valeur ajoutée	Effet sur le revenu net réalisé
Agriculture primaire	\$250 millions de dollars	\$170 millions de dollars

**Scénario 2 :**

La demande d'exportations canadiennes peut également augmenter par une baisse des prix des produits canadiens, provoquée par le taux de change, par rapport à ceux d'autres pays. En effet, une baisse de 3 % du taux de change réel est suffisante pour accroître les exportations agroalimentaires de 1 milliard de dollars<sup>9</sup>. Selon ce scénario, le prix mondial des exportations canadiennes de produits agricoles primaires baisse en moyenne de 2 %. Malgré cette baisse, la production agricole primaire augmente effectivement de 6 à 9 % à cause d'une réduction relativement plus marquée des coûts des facteurs de production. L'effet global est un gain de 310 millions de dollars en valeur ajoutée pour les producteurs primaires, ou une amélioration de 210 millions de dollars du revenu agricole net réalisé, comme le montre le tableau 3.

**Tableau 3 : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une dépréciation de 3 % du dollar canadien**

Secteur	Effet sur la valeur ajoutée	Effet sur le revenu net réalisé
Agriculture primaire	\$310 millions de dollars	\$210 millions de dollars

**Scénario 3 :**

Le troisième scénario examine les répercussions pour le Canada d'une réduction hypothétique du soutien européen des exportations de blé. Une réduction de 50 \$US des subventions à l'exportation de blé par l'Union européenne (UE) a pour effet de n'augmenter que de un demi pour cent le prix mondial des exportations canadiennes de blé, mais de 8 % le volume des exportations de blé. Le prix mondial des céréales secondaires et des oléagineux canadiens augmente alors très légèrement (0,06 à 0,07 %) et s'accompagne d'une légère baisse de la production (-0,2 à -0,14 %) en raison d'un transfert des terres de la production de céréales et d'oléagineux à celle de blé. Les exportations agroalimentaires canadiennes totales augmentent alors de 240 millions de dollars (pas de 1 milliard de dollars, comme dans les scénarios précédents) et la majeure partie de ce montant est attribuée directement à Le tableau 4 illustre l'effet sur la valeur ajoutée d'une augmentation<sup>10</sup> équivalente de 1 milliard de dollars des exportations agroalimentaires. Avec une augmentation de 740 millions de dollars, ou de 510 millions du revenu agricole net réalisé, l'incidence sur la valeur ajoutée pour les producteurs primaires canadiens selon le scénario 3 est beaucoup plus élevée. Ce montant très élevé, par rapport aux deux premiers scénarios, est attribuable aux répercussions importantes sur les producteurs de blé canadiens de la baisse des subventions

9. Le PAÉM ne rend pas explicitement compte des taux de change exprimés en dollars canadiens par unité de devise étrangère. Il est toutefois possible de simuler l'effet d'une dévaluation en ébranlant la balance commerciale de telle sorte que le rendement des facteurs de production primaire se rectifie de façon à promouvoir les exportations et à étrangler les importations. La variation qui en résulte dans le prix relatif des facteurs de production primaire d'une région à l'autre représente une variation des « taux de change réels ». Le choc nécessaire pour provoquer une baisse de 3 % des taux de change réels est une baisse de 40 milliards de dollars de la balance commerciale du Canada.

10. Même si l'effet sur les exportations agroalimentaires n'est que de 240 millions de dollars (et pas 1 milliard de dollars, comme dans les scénarios 1 et 2), il est plus facile de comparer les répercussions entre les scénarios en ramenant les montants à une statistique de référence de 1 milliard de dollars.

à l'exportation de blé européen. Contrairement aux scénarios 1 et 2 où la baisse des tarifs douaniers et de la valeur du dollar canadien s'appliquaient à tous les produits agricoles primaires, l'incidence du scénario 3 se fait sentir principalement sur le secteur canadien du blé. En réalité, sur les 750 millions de dollars de plus de valeur ajoutée pour les producteurs primaires canadiens, les producteurs de blé en absorberaient près de 690 millions, ou 480 millions en revenu net réalisé. Les producteurs de céréales secondaires profitent également d'une augmentation de 10 millions de dollars, à cause de légères augmentations du prix mondial des céréales secondaires canadiennes. La valeur des terres servant à la production des céréales secondaires augmente aussi légèrement à cause d'une conversion des terres à la production du blé. Ces résultats figurent dans le tableau 4. Le reste de l'augmentation de 1 milliard de dollars des exportations agroalimentaires serait réparti aux autres secteurs de l'économie par les facteurs de production intermédiaire comme les semences, les engrais et l'équipement.

**Tableau 4 : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une réduction de 50 \$US des subventions à l'exportation du blé par l'UE**

Secteur	Effet sur la valeur ajoutée	Effet sur le revenu net réalisé
Blé	\$690 million	\$480 million
Autre céréales	\$10 million	\$10 million

#### Scénario 4 :

Le dernier scénario examine les effets conjugués d'une réduction de 1 % des subventions à la production dans tous les pays, d'une réduction mondiale de 2 % des tarifs douaniers sur les produits agroalimentaires et d'une baisse de 50 \$US des subventions à l'exportation de blé par l'UE.<sup>11</sup> L'augmentation des exportations agroalimentaires canadiennes est alors d'environ 1 milliard de dollars.

À cause de la réduction imposée des tarifs à l'importation et des subventions à la production à l'échelle mondiale, les avantages de ce scénario pour l'industrie agroalimentaire canadienne sont répartis plus uniformément sur chaque secteur. En effet, une baisse du prix d'exportation canadien de tous les produits incite les autres pays à acheter des produits canadiens. Toutefois, l'inclusion de la baisse de 50 \$US des subventions à l'exportation de blé européen font en sorte que l'incidence de ce scénario favorise le secteur canadien du blé légèrement plus que d'autres secteurs (c'est-à-dire que la valeur des exportations de blé est plus élevée que celle d'autres produits agricoles primaires). L'amélioration globale de la valeur ajoutée canadienne est de 280 millions de dollars, ou de 200 millions pour le revenu agricole net réalisé.

11. Même si ce scénario pourrait représenter un train de réformes commerciales, il ne devrait pas être considéré comme représentant un scénario de libéralisation du commerce.

**Tableau 5 : Incidence sur la valeur ajoutée dans le secteur agricole primaire d'une augmentation de un milliard de dollars des exportations agroalimentaires, provoquée par une baisse de 2 % des tarifs douaniers mondiaux sur les produits agroalimentaires, une baisse de 1 % des subventions à la production et une réduction de 50 \$US des subventions à l'exportation de blé par l'UE**

Secteur	Effet sur la valeur ajoutée	Effet sur le revenu net réalisé
Agriculture primaire	\$280 millions de dollars	\$200 millions de dollars

## Partie B : Effets détaillés sur les produits

L'effet d'un meilleur accès au marché peut être isolé pour chacun des neuf sous-secteurs. À cette fin, les tarifs douaniers mondiaux sont réduits en considérant un sous-secteur à la fois de telle sorte que la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes est augmentée de 1 milliard de dollars. Pour réaliser cette hausse souhaitée de 1 milliard de dollars, la réduction requise des tarifs est différente pour chaque sous-secteur. L'effet sur la valeur ajoutée canadienne est retracée à chaque produit agricole primaire. Le secteur de la transformation n'est pas retenu, car la présente étude se concentre sur l'avantage que représente une augmentation des exportations agroalimentaires canadiennes pour les agriculteurs.

Le tableau 6 expose en détails, pour chaque réduction des tarifs douaniers mondiaux par secteur, la proportion des avantages qui revient à chaque sous-secteur. Les tarifs douaniers mondiaux ont été levés pour chaque produit énuméré dans la colonne d'extrême gauche. L'effet sur la valeur ajoutée dans chaque sous-secteur, provenant de cette réduction des tarifs, est exposé en détails dans chaque rangée. Par exemple, l'examen des chiffres de la première rangée intitulée « Blé » révèle qu'une réduction des tarifs sur le blé dans tous les pays auront des répercussions sur la valeur ajoutée, non seulement dans le secteur du blé, mais également dans tout le secteur des grains. Plus précisément, pour chaque dollar d'augmentation des exportations de blé provoquée par une réduction du tarif douanier sur le blé, la valeur ajoutée pour les producteurs de blé augmente de 0,69 \$. L'avantage pour le secteur des céréales secondaires est négligeable, mais positif, car la valeur ajoutée pour les producteurs de céréales secondaires augmentant de 0,01 \$. Cette situation est attribuable au fait que la réduction des tarifs douaniers augmente le prix mondial du blé qui, à son tour, affermit le prix des céréales secondaires. Il en résulte donc que la production canadienne de blé et de céréales secondaires augmente. Les avantages restants sont transmis aux autres secteurs par l'utilisation des facteurs de production intermédiaires.

Comme le prix des principaux facteurs de production intermédiaires (engrais et produits chimiques) utilisés pour produire des céréales et des oléagineux n'est pas aussi sensibles à une augmentation de leur utilisation pour les productions animales, les multiplicateurs pour les céréales et les oléagineux ont tendance à être plus élevés que pour les viandes rouges. La différence dans les multiplicateurs, entre les céréales et les oléagineux, dépend des différences dans l'utilisation des facteurs de production entre les secteurs.

Les multiplicateurs pour les bovins et les porcs dans les secteurs bovins et porcins canadiens (0,52 \$ et 0,36 \$) sont moins élevés que ceux pour les céréales et les oléagineux (0,52 \$ et 0,56 \$) dans leurs secteurs respectifs. C'est qu'une plus grande partie de l'avantage est transmise aux secteurs apparentés. Par exemple, plus le nombre d'animaux élevés pour l'exportation augmente, plus d'aliments du bétail seront consommés, ce qui, à son tour, fait augmenter le prix intérieur des aliments du bétail. Une partie de l'augmentation des recettes tirées de l'exportation du bétail est transmise au secteur des grains par cette hausse des prix intérieurs des aliments du bétail. Par conséquent, dans le cas des bovins et des porcs, 0,05 \$ et 0,04 \$, respectivement, de chaque dollar d'augmentation des exportations agroalimentaires sont transmis aux producteurs de grains, et 0,06 \$ et 0,05 \$, respectivement, sont transmis aux producteurs d'oléagineux. La différence dans le multiplicateur pour les bovins (0,51 \$) par rapport à celui des porcs (0,36 \$) peut s'expliquer par le capital investi (porcheries, équipement de mise bas) requis pour la production porcine, mais qui ne l'est pas pour la production bovine. Le secteur porcin transmet une beaucoup plus grande part de l'avantage d'une augmentation des exportations au secteur des facteurs de production intermédiaires que ne le fait le secteur bovin, ce qui donne un multiplicateur beaucoup plus faible. En outre, comme l'expose en détails la rangée intitulée « Bovins », lorsque les exportations augmentent dans le secteur bovin, on assiste à une baisse négligeable dans le secteur porcin (-0,01 \$), car les prix relatifs favorisent la production bovine. Cette légère baisse de la valeur ajoutée pour le secteur porcin influe sur le secteur des viandes transformées (-0,01 \$), car le nombre total d'animaux diminue légèrement.

**Tableau 6 : Incidence sur la valeur ajoutée d'une augmentation de 1 \$ des exportations agroalimentaires dans les neuf sous-secteurs**

Effet sur la valeur ajoutée						
Secteur	Blé	Céréales secondaires	Oléagineux	Bovins	Porcs	Viandes transformées
Blé	0,69	0,01	0	0	0	0
Céréales secondaires	0	0,52	0,01	0,01	0,01	0
Oléagineux	0	0,01	0,56	0	0	0
Bovins	0,01	0,05	0,06	0,51	-0,01	-0,01
Porcs	0,01	0,04	0,05	0	0,36	0,01
Viandes transformées	0	0,02	0,01	0,08	0,08	0,17

De même, si nous prenons la dernière rangée, pour chaque dollar d'augmentation des exportations de viandes transformées, provoquée par une baisse des tarifs douaniers mondiaux sur la viande transformée, les transformateurs de viande canadiens y gagnent 0,17 \$. Toute augmentation des exportations de viandes transformées exige une intensification des productions animales qui, à son tour, augmente les besoins d'aliments du bétail comme on l'a déjà mentionné. Par conséquent, seule une partie des recettes tirées des exportations va aux transformateurs. La valeur ajoutée pour les éleveurs de bovins et de porcs augmente de

0,08 \$ par dollar supplémentaire d'exportations de viandes transformées, alors que les producteurs de céréales de céréales secondaires et d'oléagineux obtiennent 0,02 \$ et 0,01 \$, respectivement. Les avantages qui restent sont transmis à d'autres secteurs par l'utilisation des facteurs de production intermédiaires.

### **Partie C : Répercussions sur le commerce**

La productivité multifactorielle du secteur agricole primaire a augmenté de près de 50 % depuis 1971. Une question importante à poser est la suivante : Qu'aurait-il advenu au revenu agricole net si le Canada n'avait pas connu la croissance des exportations qu'il a connue au cours des deux dernières décennies, s'il n'y avait pas de marché pour écouler la production supplémentaire? Même si cette question est purement spéculative, un petit exercice de modélisation peut être effectué pour ajouter un peu de chair à cette question plus générale au moyen du modèle du PAÉM. On a élaboré un scénario dans lequel la productivité multifactorielle du secteur primaire a été accrue de 10 %. Il en résulte que la valeur des exportations agroalimentaires a augmenté de 8 %. Le modèle a ensuite été rajusté de façon à éliminer ce 8 % d'exportations agroalimentaires supplémentaires afin d'en examiner l'effet sur les prix intérieurs. La fermeture de marchés étrangers a eu pour résultat de réduire de 11 % la valeur ajoutée pour le secteur de l'agriculture primaire canadien, par comparaison avec le modèle où le marché restait ouvert. Les prix intérieurs à la production étaient de 5 à 6 % inférieurs avec des marchés fermés qu'avec la libre-circulation des exportations. Compte tenu de l'importance de la chute des prix attribuable à l'élimination de seulement 8 % des exportations, il n'est pas difficile d'imaginer le nombre de petits agriculteurs qui seraient acculés à la faillite à cause de leur incapacité à soutenir la concurrence advenant que les exportations de produits agricoles soient complètement éliminées. Cette situation se traduirait par une augmentation du chômage, car les agriculteurs ainsi déplacés seient sur le marché du travail. Par conséquent, ce simple scénario offre une démonstration efficace des avantages des exportations sur la valeur ajoutée pour les producteurs dans le contexte d'un secteur agricole de plus en plus efficient.

Un autre facteur dont il faut tenir compte à la lumière d'une augmentation continue de productivité est le faible taux de croissance des dépenses intérieures au chapitre des aliments. Depuis 1988, les dépenses canadiennes aux postes des aliments et des boissons consommés au foyer et à l'extérieur ont augmenté à un taux annuel moyen de seulement 1,5 %<sup>12</sup>. C'est un rythme beaucoup plus lent que le taux annuel moyen de croissance de 8 % des exportations agroalimentaires au cours de la même période. S'il n'existait aucun marché pour la production agricole supplémentaire, il est peu probable que la population canadienne puisse consommer tout ce qui est produit en dépit de la baisse des prix.

Il est impossible de saisir facilement, par de simples multiplicateurs, le rapport complexe qui existe entre la valeur des exportations et le revenu monétaire agricole net. En effet, il existe un certain nombre de facteurs qui peuvent faire augmenter ou fléchir le revenu agricole net. Ces facteurs comprennent, entre autres, une infusion de transferts gouvernementaux, un changement dans l'opportunité des recettes et des dépenses, un engorgement sur les marchés des intrants qui font temporairement monter les prix des facteurs de production, la sécheresse et des guerres de prix.

---

12. Statistique Canada : CANSIM.

Il est donc risqué de faire des prédictions à court terme au sujet de n'importe quelle variable agricole. En effet, les prédictions à court terme au sujet d'une variable nette, comme le revenu monétaire agricole net, sont semées d'embûches à cause du nombre d'effets aléatoires qui peuvent influencer sur cette variable. Un certain nombre de chocs à court terme peuvent temporairement faire prendre des directions opposées aux deux variables et la dynamique du processus de rajustement peut produire des résultats variables dans le temps. Par exemple, la hausse des prix (peut-être par suite d'une série de sécheresses simultanées survenues dans diverses régions) au cours d'une année provoquera une augmentation spectaculaire de la production mondiale l'année suivante. Cette hausse initiale des prix des produits provoquera également une montée des prix des facteurs de production (selon la part agricole du marché des intrants). Or, l'augmentation de la production intérieure l'année suivante aura un effet réducteur sur les prix. Toutefois, l'augmentation de la production peut compenser la baisse des prix de sorte que la valeur des exportations augmente effectivement de façon temporaire. L'effet de cette augmentation de la production sur le revenu monétaire agricole net en sera à la fois de faire baisser les prix des produits et augmenter celui des facteurs de production. Il en résulte que la valeur des exportations et que le revenu agricole net en espèces peuvent prendre des directions opposées à court terme. Mais à long terme, la production se rajustera à la baisse et les prix se raffermiront.

L'opportunité des dépenses et des recettes influera également sur le rapport entre la valeur des exportations et le revenu monétaire agricole net. Cet effet sera amplifié si la composition des exportations évolue vers des produits plus nobles avec le temps, de sorte que la valeur des exportations continue à augmenter alors que le revenu monétaire agricole net peut diminuer temporairement. Une fois tous les rajustements effectués, les effets à long terme sont décrits par les multiplicateurs à la Section 4, partie A.

---

## Section 5 : Avantages du commerce

L'histoire récente révèle qu'à mesure que les exportations agroalimentaires augmentent, les importations agroalimentaires s'accroissent approximativement au même rythme. Du point de vue de la société, ce sont là de bonnes nouvelles pour la simple raison que les exportations permettent à un pays de mieux importer, augmentant par le fait même les possibilités de consommation de la société. À mesure que la population canadienne augmente, sa composition évolue et est maintenant différente sur le plan ethnique d'il y a dix ans. Comme peuple, nous exigeons de plus en plus de produits agricoles importés. Le tiers des importations agroalimentaires se compose de fruits, de noix et de légumes qui ne sont pas largement produits au pays, ni accessibles à longueur d'année. Un autre tiers se compose de produits comme le sucre, de café, le thé, les épices et d'autres produits qui ne sont pas typiquement accessibles sur le marché intérieur. Mais en proportion des dépenses intérieures totales au chapitre des aliments, les importations représentent moins de 30 %. Compte tenu du fait qu'une si grande proportion de ce 30 % est dépensée sur des produits non accessibles à longueur d'année au Canada, il est impossible de prétendre que ces importations déplacent entièrement les biens de production intérieure. Selon cette hypothèse, l'interdiction des importations au Canada ne serait pas de nature à améliorer le revenu monétaire agricole net.

Du point de vue sectoriel, l'augmentation des importations constitue également une bonne nouvelle. En effet, les producteurs ont accès à des facteurs de production de pointe et meilleur marché, ce qui leur permet de concurrencer plus efficacement les marchés intérieur et étranger. Même si les importations peuvent déplacer une partie de la production intérieure, la concurrence exercée par ces importations peut également motiver les producteurs canadiens à être plus efficaces.

En effet, l'exposition au commerce international est un stimulus puissant à l'efficacité. À son tour, celle-ci contribue à la croissance économique et à l'augmentation du revenu. De plus en plus, les importations ne déplacent pas toujours la production intérieure et peuvent en effet la compléter. De plus en plus d'échanges intrasectoriels (commerce de produits analogues entre des pays semblables) se déroulent et les biens traversent la frontière dans les deux directions. Au moins deux raisons expliquent l'intensification des échanges intrasectoriels. La première porte sur la nature de plus en plus différenciée des produits agroalimentaires. En effet, l'évolution des goûts des consommateurs a entraîné une augmentation de la demande de produits variés. Cette variété de produits est partiellement satisfaite par les produits intérieurs, et partiellement par des importations différenciées. La seconde porte sur

le processus de production discontinu de biens en de nombreuses étapes séparées géographiquement. Ce phénomène est connu du nom de « fragmentation de la chaîne de valeur ajoutée » (Krugman, 1995). Les produits agroalimentaires circulent de part et d'autre de la frontière à diverses étapes du processus de production. Ce qui peut être exporté sous forme de produit brut peut être importé sous forme de produit semi-transformé et, à son tour, réexporté sous forme de produit transformé. À mesure que la composition des échanges agroalimentaires se déplace vers les produits de plus en plus transformés, les produits finals deviennent de plus en plus différenciés et les échanges aux diverses étapes de la chaîne de production s'intensifient également. Par conséquent, compte tenu de la fréquence accrue des échanges intrasectoriels, le revenu monétaire agricole net devrait s'améliorer par suite d'une augmentation des ventes à l'étranger et de l'évolution des goûts des consommateurs en faveur des produits différenciés, qui sont de plus en plus satisfaits par les produits agricoles de fabrication intérieure.

Les producteurs de produits en vrac doivent faire face à de grandes différences dans la sensibilité de la demande entre les marchés intérieur et d'exportation. En effet, la demande de produits en vrac sur le marché intérieur, dans les pays industrialisés, est typiquement inélastique (insensible à la variation des prix). À mesure que la production intérieure augmente, les prix intérieurs doivent baisser pour que tous les produits puissent être vendus. Sur ce type de marché, les revenus diminuent à mesure que les ventes intérieures augmentent. La demande de produits en vrac sur le marché extérieur est typiquement élastique (sensible aux variations de prix). De grandes quantités d'un produit peuvent être vendues sans faire baisser les prix et l'augmentation des exportations se traduit par une augmentation des recettes tirées du marché. Par conséquent, les producteurs de biens en vrac dans les secteurs en croissance devraient se tourner vers les marchés d'exportation pour accroître leur revenu. La limitation des ventes sur le marché intérieur se traduira, soit par une baisse de revenu, soit par des contrôles à la production.

---

## Section 6 : Conclusions

Les résultats des quatre scénarios susmentionnés, bien que pas nécessairement indicateurs d'un changement de politique prévu, montrent néanmoins que pour divers changements de politique qui augmentent la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes, les agriculteurs en profitent sous forme d'un accroissement de leur revenu monétaire agricole net, comme le font d'autres segments de l'économie canadienne. En particulier, l'analyse révèle qu'entre 250 millions et 310 millions de dollars provenant d'une augmentation de 1 milliard de dollars de la valeur des exportations agroalimentaires canadiennes sont transmis aux agriculteurs canadiens sous forme de revenu monétaire agricole net. En raison des nombreux facteurs qui peuvent influencer sur la variabilité du revenu monétaire agricole net et de la valeur des exportations agroalimentaires, ces chiffres ne devraient pas servir à prédire l'avenir, mais plus d'indicateurs du rapport à long terme qui existe entre les deux séries de données.

Le fait que le multiplicateur soit inférieur à la totalité de la valeur accrue des exportations n'est pas surprenant, car le revenu monétaire agricole net comprend les coûts de production, contrairement à la valeur des exportations. Même si les producteurs primaires ne peuvent obtenir la totalité des avantages, à long terme ils obtiennent une partie des recettes qui revient à l'économie canadienne. Le reste des avantages d'une augmentation des exportations se répartit par des effets indirects et induits dans tout le secteur agroalimentaire. Toutefois, la façon dont ces avantages sont répartis varie selon la source de croissance.

Par exemple, l'augmentation de la demande extérieure de bétail canadien favorise la croissance de ce secteur. À mesure que la production augmente, de même augmente le besoin de facteurs de production comme les biens d'équipement, les aliments du bétail, les services vétérinaires, les engrais et les pesticides. Une partie des avantages est également transmise à d'autres producteurs agricoles, comme les céréaliculteurs, par l'augmentation des ventes aux éleveurs de bestiaux. Les secteurs en aval, comme les transports, la transformation et la fabrication, sont aussi positivement touchés à mesure que la demande de leurs services augmente. En outre, une partie du revenu salarial produit par l'expansion du secteur agricole, y compris le revenu salarial généré dans les secteurs des intrants, de la transformation et au niveau de la ferme, est dépensée dans la collectivité rurale. À son tour, ce transfert améliore la viabilité des collectivités rurales.

Comme le Canada est fortement tributaire des marchés d'exportation pour assurer ses ventes de produits agroalimentaires, la croissance supplémentaire de la production agroalimentaire exige donc des débouchés nouveaux ou élargis. Les nouveaux débouchés augmentent la proportion du revenu monétaire agricole net attribué aux exportations. Toutefois, l'augmentation de la valeur des exportations agroalimentaires dans les années 1990 n'était pas uniquement le résultat d'une augmentation des exportations en vrac, mais également de produits à valeur ajoutée. Alors que les exportations en vrac ont continué à augmenter plus lentement que celles des produits à valeur ajoutée, les ventes intérieures aux transformateurs se sont accrues à cause de l'augmentation de la demande extérieure. Les avantages de ces ventes s'étendent autant en amont qu'en aval de la production agricole primaire. Par conséquent, l'augmentation des exportations agroalimentaires profite à l'ensemble de l'infrastructure économique qui entoure l'activité agricole, autant à la ferme, dans la collectivité que dans le pays tout entier.

---

## Références

ABARE. "Advantage of Trade Reform." *Current Issues*, No. 5, July 1997.

Adelman, I. and S. Robinson. "U.S. Agriculture in a General Equilibrium Framework: Analysis with a Social Accounting Matrix," *American Journal of Agricultural Economics*, 68, 5, December 1986.

Agriculture and Agri-Food Canada. "Challenges and Implications Arising From the Achievement of CAMC's 2005 Agri-Food Export Target," Publication No. 1974/E, 1998.

Gehlhar, M.J. and T.L. Vollrath. "U.S. Export Performance in Agricultural Markets", Commercial Agriculture Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, Technical Bulletin No.1864, February 1997.

Hertel, T. and M.E. Tsigas. "Structure of GTAP", *Global Trade Analysis-Modeling and Applications*. Edited by Thomas W. Hertel. Cambridge University Press, 1997.

Krugman, P. "Growing World Trade: Causes and Consequences." *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol 1: 327-377, 1995.

Syndicat national des cultivateurs, (26 avril 1999), « Les effets d'une agriculture axée sur les exportations sur les familles agricoles canadiennes, les consommateurs canadiens et les agriculteurs du monde entier ». Présentation du Syndicat national des cultivateurs au Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international. Winnipeg (Manitoba).

Statistique Canada. « Statistiques économiques agricoles », cat. n° 21-603-UPE.

Statistique Canada. « Le commerce international de marchandises du Canada », cat. n° 65-001.